

IGESA

Les revendications se poursuivent

La tenue du dernier Comité Social Economique Central en juillet dernier a été l'occasion pour **FO Igesa** de rappeler ses revendications sur les conditions de travail et sur les missions d'Igesa.

Concernant le fonctionnement de l'institution, les organisations syndicales ont demandé le recours à deux expertises : la première pour analyser la situation économique et financière d'Igesa, la deuxième pour examiner la politique sociale et les conditions du travail. Ces audits ont pour objectifs de formuler un avis sur la situation économique et financière de l'entreprise et de rendre des points de vue éclairés quant aux éléments sociaux, afin d'apprécier la situation globale de l'entreprise.

Il n'est pas entendable pour **FO** que la direction ignore les difficultés rencontrées par les personnels dans l'exercice de leurs missions.

Concernant les conditions de travail, **FO** déplore, entre autres, la mesquinerie de la direction sur la dotation en téléphonie au profit de certains agents : pas de dotation de téléphonie portable pour les préventionnistes en région, mais proposition d'utiliser leur matériel personnel moyennant l'achat d'une carte SIM par l'employeur, téléphones à touches pour les gardiens/ouvriers d'entretien dans les CVJ sans possibilité d'envoyer des photos (lors d'un constat de sinistre par exemple), faute d'abonnement adéquat... cela ne facilite clairement pas les missions des salariés !

Sur la formation professionnelle, bien que l'employeur dépense +0,6 % de ce que la loi oblige, cet effort est largement insuffisant pour **FO**, en raison des nombreux domaines d'activité dévolus à Igesa qui multiplie de fait le nombre de métiers. Sans compter les formations obligatoires qui imputent très largement le plan de développement des compétences. Il est indispensable pour **FO** de dépasser ce cadre budgétaire si la direction veut remplir ses obligations en la matière et avec équité !

Sur les missions d'Igesa, **FO** fait un focus sur la réduction du projet Athos. Le projet initial était 10 maisons Athos ; il a été décidé pour l'instant de s'arrêter à 6 maisons Athos. **FO** demande sans délai que ce projet d'accompagnement de nos militaires blessés en opération se poursuive à la hauteur des engagements initiaux, et ce en améliorant la gouvernance Igesa/ONACVG.

Les projets immobiliers :

- Région Paris : legs du château de Boulains en ruine pour projet de maison Athos, CVJ, établissement familial... Pas un sou mis par Igesa mais ONACVG et mécènes...
- Pour l'île de la Réunion, la reprise du bâtiment Jacques Tessier à St Denis pour y installer un centre de vacances.



FO est vigilante quant à de tels projets qui sollicitent notamment des études, du temps, etc. Il n'est pas question de recommencer un 2^{ème} Louvois !

En résumé, beaucoup d'incertitudes, d'interrogations, et surtout du mépris envers les personnels. En intersyndicale, **FO** rappelle avoir dû batailler, quitter la table des négociations, faire grève, pour une revendication salariale importante pour tous ! En fin de compte, la Direction Générale a consenti l'obtention de la prime Macron pour tous les personnels versée dès juillet. A la suite de cet accord, le DGI se flatte à qui veut l'entendre que cette prime est une importante revalorisation salariale jamais égalée à Igesa : pour **FO**, ce n'est qu'un coup de pouce au pouvoir d'achat au regard des salaires rattrapés par le SMIC depuis 2021 et nous rappelons que l'augmentation importante de la masse salariale (nouvelles crèches, reprise en gestion des prestations sociales, désengagement de l'Esid, etc) est à la demande de la tutelle.

Il est bien entendu que viendra rapidement le temps de négocier les grilles salariales qui vont sans doute être encore une fois impactées par l'augmentation du SMIC !

***FO est et sera toujours attentive
aux attentes des personnels !***

Le 6 septembre 2024

